

## ELLE SUSCITE DE PLUS EN PLUS D'ENGOUEMENT CHEZ LES PME / PMI

# L'approche Nucleus pour mieux réussir

Un an après son introduction en Algérie, l'approche Nucleus a réussi à réunir autour d'elle plus de 1 500 jeunes artisans, de petites et moyennes entreprises. Soutenu par la coopération technique allemande (GTZ), le Nucleus s'inscrit dans le cadre du programme algéro-allemand de Développement économique durable (Deved).

**Lyès Menacer - Alger**

(Le Soir) - Qui aurait pensé un jour que de «petits plombiers», issus de quartiers perdus de la grande ville de Sétif, puissent accéder à des marchés publics que la Sonelgaz octroyait auparavant à de grandes entreprises ? Cela est devenu possible grâce à l'organisation de ces artisans autour du Nucleus et aux efforts de la Chambre des métiers de la wilaya de Sétif qui les a accompagnés. C'est ce qu'a démontré le film documentaire qui a été réalisé par la GTZ dans plusieurs wilayas du pays au sujet de cette nouvelle approche qui a porté déjà ses fruits dans les pays en voie de développement, à l'exemple du Brésil. Projeté en avant-première hier à l'hôtel El-Djazaïr (ex-Saint-George), le film documentaire retrace la saga de couturiers, de maçons, de plâtriers et de plombiers anonymes qui ont réussi, par leur volonté, à dépasser de nombreux obstacles en un temps record. «Le Nucleus nous a permis de nous réunir, de discuter de nos problèmes communs et de leur trouver des solutions communes rapidement», témoigne, un brin

content, ce jeune plombier de Sétif. Avec d'autres plombiers, il a réussi à accéder à une formation de qualité et à avoir une homologation de la Sonelgaz qui lui permet aujourd'hui de développer son activité. C'est le cas aussi de cette couturière de Sétif qui dit avoir appris à contourner les difficultés liées à l'approvisionnement en matière première à bas prix et à la commercialisation de ses produits. «Le Nucleus nous a aidés à ne plus avoir peur de l'administration qui est devenue aujourd'hui l'un de nos meilleurs partenaires», affirme-t-elle en invitant ses consœurs à rejoindre le Nucleus. L'image de cet artisan-maçon de la wilaya de Mostaganem, à qui le Nucleus a ouvert les portes de la réussite, est plus qu'illustratif de l'efficacité de cette approche et de sa capacité à construire un véritable capital social dont a besoin notre pays où l'argent seul ne peut rien faire. «Cette approche vise à construire des réseaux d'artisans, de petites et moyennes entreprises opérant dans le même domaine, à travers le territoire national. Il s'agit, en fait, de les regrouper et de leur expliquer qu'ils doivent



Photo: DR.

apprendre à travailler ensemble et à être une véritable force de proposition. C'est la seule manière de se faire entendre par l'administration qui, souvent, les ignore», explique Jordi Castan, expert brésilien très imprégné de l'approche de la GTZ. Le directeur général de l'artisanat traditionnel au niveau du ministère de la PME/PMI, M. Ahmed Ben Abdelhadi, a affiché, lors de la projection du film, son soutien à la démarche de la GTZ en Algérie. Il a réitéré la volonté des pouvoirs publics à axer leurs efforts sur le volet de la formation pour l'amélioration des qualifications et des compétences locales. «Nous

devrions être prêts à faire face à la concurrence étrangère dans les domaines des métiers et de l'artisanat d'ici l'année 2017 à l'occasion de l'ouverture qui s'inscrit dans le cadre des accords d'association avec l'Union européenne», a-t-il rappelé. Le représentant de la GTZ a affirmé qu'une rencontre autour du Nucleus sera organisée dimanche prochain à Alger afin de permettre à un plus grand nombre d'entrepreneurs de s'imprégner de cette approche. L'occasion sera donnée aussi pour évaluer un an de travail et des avancées enregistrées dans le cadre du Deved.

L. M.

## 4<sup>E</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU CNC / PME

# Encourager la sous-traitance, une priorité

Lors de la 4<sup>e</sup> assemblée générale ordinaire du Conseil national consultatif pour la promotion de la PME qui a eu lieu hier, M. Bensaci, président du CNC/PME, a déclaré que le but des membres du conseil est de faire émerger une position commune des professionnels de la PME pour faire face aux défis actuels.

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)**

- Les défis évoqués par Zaïm Bensaci concernent notamment «la diversification économique, l'adaptation du comportement des acteurs économiques au nouveau texte, la révision des modes d'intervention des pouvoirs publics dans la sphère économique, ainsi que le rôle de la PME dans l'effort national de création des valeurs et d'emplois». Selon l'intervenant, le mouvement associatif de la PME doit être fort et organisé. Mouvement associatif qui, dira M. Zaïm Bensaci, est resté dans la même configuration au cours de

ces dernières années en dépit des efforts fournis. L'intervenant a aussi évoqué la nécessité d'atténuer la division ou l'émiettement du mouvement associatif de la PME. Cette situation, notera encore M. Zaïm Bensaci, dessert le secteur de la PME et rend difficile le rôle du CNC. Le président du CNC plaidera, aussi, pour un accompagnement plus efficace des PME et appellera à faire de la sous-traitance un axe fort de la stratégie industrielle. «C'est cette vision de la sous-traitance qui doit dorénavant prévaloir dans tous les projets réalisés par des entreprises

étrangères en Algérie», a déclaré M. Bensaci. Le souhait des PME, a encore ajouté ce dernier, est que le secteur de l'énergie et des mines donne l'exemple en matière de recours à la sous-traitance nationale. Par ailleurs, le CNC/PME considère dans le cadre du bilan de ses activités pour l'année 2008 «qu'il est nécessaire pour le pays de se doter d'une véritable politique de développement économique durable qui protège son appareil de production et le développe pour qu'il puisse affronter une concurrence internationale féroce». Pour ce qui est du plan d'action 2009, il est principalement axé sur un programme prioritaire à engager pour insuffler une nouvelle dynamique aux PME. La situation actuelle est telle que les PME sont confrontées aujourd'hui à

un bouleversement de leur environnement concurrentiel. «Un bouleversement provoqué notamment par l'arrivée de nouveaux entrants provenant de pays où la main-d'œuvre est à coûts faibles mais aussi par un cadre juridique et réglementaire régissant les relations commerciales et la concurrence qui ne s'est pas adapté», précise le rapport du CNC. Selon le CNC, aussi ces PME ont besoin de modernisation et d'adaptation au changement. Enfin, les principaux chantiers pour l'année 2009 concernent le financement de la PME, la question de la sous-traitance, le soutien à l'élaboration de stratégies collectives ainsi que la constitution de réseaux d'entreprises, la coopération et le partenariat.

F.-Z. B.

## CE MONDE QUI BOUGE

### TUNISIE

# Prison pour des syndicalistes d'un côté, condamnation d'un diplomate tunisien en France de l'autre

Par Hassane Zerrouky



C'est sous haute protection policière que s'est déroulé, jeudi 11 décembre, le procès des 38 syndicalistes et militants associatifs du bassin minier de Gafsa. Le moins qu'on puisse dire est que la justice tunisienne a eu la main lourde. Dix ans de prison pour sept d'entre eux dont le porte-parole du mouvement, Adnane Hajji, alors que Mohieddine Cherbib, coordinateur du comité de soutien des habitants de Gafsa en France, militant démocrate connu et reconnu, a été condamné par défaut à deux ans de prison. Dix d'entre eux ont écopé de six ans de prison dont un, Fahem Boukadous, correspondant de la chaîne dissidente al-Hiwar émettant depuis l'Italie, condamné par défaut à la même peine. Et excepté cinq prévenus ayant bénéficié d'un non lieu, le reste a été condamné à des peines s'échelonnant de un à quatre ans et demi de prison. Précisons que les accusés ne sont pas des militants islamistes mais des militants démocrates et de gauche outrés par la dégradation sociale et l'absence de libertés et qui ont envie de faire bouger les choses dans le bon sens, celui du progrès social et de la démocratie.

De quoi étaient-ils accusés pour être si lourdement punis ? Ils ont été reconnus coupables «d'entente criminelle portant atteinte aux personnes et aux biens et rébellion armée commise par dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées contre des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions» ! Rien de moins ! La vérité est tout autre. Il faut savoir que le bassin minier de phosphates de Gafsa est le théâtre d'une agitation sociale depuis février 2008. Chômage, cherté de la vie, corruption et népotisme, atteinte aux libertés élémentaires ont été les facteurs d'une exaspération sociale qui a fini par éclater et se traduire par de très durs affrontements entre les mineurs, soutenus par leurs familles, et les forces de l'ordre tunisiennes dans la localité de Redeyef. En dépit de la répression — plusieurs centaines d'arrestations, notamment, parmi des jeunes diplômés chômeurs —, les émeutes ont duré jusqu'en mars-avril 2008. Si la plupart des manifestants ont été libérés ou condamnés à de légères peines de prison, les animateurs du mouvement social appartenant pour la plupart d'entre eux aux mouvements de la gauche radicale tunisienne, ont eu ainsi droit à un traitement de faveur, et ce, en dépit d'une campagne de solidarité syndicale internationale. Une sévérité qui s'explique par la crainte d'une contagion de la contestation au reste du pays et qu'encourage de surcroît le silence des capitales occidentales. De l'autre côté de la mer, en France, s'est ouvert devant la cour d'assises du Bas-Rhin le procès de Khaled Ben Saïd, ancien vice-consul de Tunisie à Strasbourg, pour de présumés actes de torture commis cinq ans auparavant sur Zoulikha Gharbi dans un commissariat de Jendoubi (Tunisie). Le procès s'est déroulé en l'absence de l'accusé resté en Tunisie (1). Le fait est révélateur d'une tendance générale au terme de laquelle des hommes qui ne sont pas justiciables dans leurs propres pays, en raison des fonctions qu'ils y occupent, le sont dès lors qu'ils mettent un pied sur le sol d'un Etat de droit ! La Tunisie officielle, bien sûr, fait comme si de rien n'était. Elle n'a même pas pris la peine de protester. Au moins pour la forme. Sans doute le «statut de partenaire avancé» de l'Union européenne (UE) que va lui accorder la Commission européenne au titre de la «politique de bon voisinage» explique-t-elle son silence diplomatique. D'autant que la même UE, qui exige le départ d'un Robert Mugabe au Zimbabwe, sait fermer les yeux (ou proteste mollement) sur les violations des droits humains et de la liberté d'expression en Tunisie et ailleurs au Maghreb !

H. Z.

(1) Reconnu coupable d'avoir ordonné des actes de torture, Khaled Ben Saïd a été condamné lundi soir à huit ans de prison par défaut.